

# 2001 : l'odyssée de l'insertion

par Denis Clerc\*

Il y a les bonnes nouvelles, et les moins bonnes. Commençons par les bonnes : après vingt ans de déprime, l'emploi repart, et repart très fort. La société française est encore très loin du plein emploi, mais l'horizon s'éclaircit. Si la reprise économique y est évidemment pour beaucoup, elle n'est pas seule : les «35 heures», les «emplois jeunes» contribuent à cette embellie. Preuve que, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, la fatalité n'existe pas et que, pour peu que chacun accepte de prendre sa part du fardeau, la lutte contre le chômage de masse n'est pas vaine.

## une montée des frustrations

Il y a cependant un revers à la médaille. Certes, le chômage de masse diminue, et à vive allure, au point que, ici ou là, timidement et avec beaucoup de précautions, on recommence à évoquer la perspective d'un retour au plein emploi, dans les cinq à sept ans qui viennent. Mais la plupart des chômeurs les plus en difficulté regardent passer le train de la reprise : ils n'y ont pas accès. Trop vieux, trop jeunes, trop inexpérimentés, trop peu formés, trop peu diplômés, trop bronzés, ... ils font collection de «trop». Dans la file d'attente, ils regardent les candidats mieux lotis, ceux qui n'ont pas ces «trop» qui les disqualifient, qui disposent de coupe-files leur permettant d'atteindre le guichet de l'emploi, là bas, très loin. Et quand ils en ont assez de voir les autres leur passer devant, que l'envie leur prend de crier «à la queue comme tout le monde», il y a forcément un économiste de service - distingué et parlant avec assurance un jargon quasi incompréhensible, car c'est ainsi qu'on reconnaît les vrais économistes - pour leur répondre que, dans une économie de marché, ce n'est pas le demandeur d'emploi qui décide, mais l'employeur. Faut pas confondre marché du travail et restaurant du cœur : l'économie s'intéresse à l'efficacité, pas à la justice. Voilà les moins bonnes nouvelles : pour ceux qui ne l'aperçoivent que de loin, la reprise de l'emploi est une source d'amertume supplémentaire car ils ne disposent pas de billet pour monter dans le train. Circulez, il n'y a rien à voir.

En période de chômage de masse, lorsque le nombre de candidats progresse plus vite que le nombre d'emplois à pourvoir, ce rôle sélectif du marché du travail se comprend. Les employeurs ont l'embarras du choix : quel que soit le poste créé, ils disposent de nombreux postulants, entre lesquels ils seraient bien bêtes de ne pas retenir le plus expérimenté ou le plus diplômé. Sur un marché du travail pléthorique, embaucher un candidat c'est un peu comme au restaurant, lorsque le patron vous propose «fromage et dessert». Mais côté demandeurs d'emplois, cette sélection impitoyable - façon Dallas - était évidemment difficile à vivre pour ceux qui n'avaient pas les bonnes cartes en main. C'est ainsi que, année après année, les moins bien lotis se sont retrouvés exclus du marché du travail, ou marginalisés

\* Professeur de sciences économiques à l'ENESA (Dijon), fondateur d'Alternatives Economiques, administrateur d'Economie & Humanisme.

dans des petits boulots, précaires, intermittents et payés au lance-pierres. Le marché fonctionne de cette façon lorsqu'il n'y a pas place pour tout le monde, qu'il s'agisse de logement, de billets pour la Coupe du monde ou d'emploi. Ceux qui trinquent sont toujours ceux qui ont moins d'atouts que leur voisin. Faute d'avoir compris cela, on a même vu - en 1987 - un ministre du Travail proposer de multiplier les petits boulots, porteurs de croissants à domicile ou laveurs de vitres de voiture. C'est bon pour les pauvres, coco. Et c'est bon aussi pour les riches, qui peuvent, comme au XIX<sup>ème</sup> siècle, se faire servir, et pas cher.

Cette période semble heureusement en voie de disparition puisque, désormais, les emplois se créent en plus grand nombre que n'arrivent de nouveaux candidats. Certes, il ne faut pas se réjouir trop vite, et bien des reprises que l'on croyait assurées se sont révélées n'être que des feux de paille. Mais - croisons les doigts -, on nous promet que cela va durer au moins encore quelques années. Même si cette situation a quelque peu diminué l'effet sélectif du marché du travail et si les employeurs, confrontés à des difficultés de recrutement, paraissent moins enclins à trier et à rejeter impitoyablement tous ceux qui ne leur semblent pas au «top», ne rêvons pas (1).

Le chômage de masse, un quart de siècle durant, a produit des dégâts sociaux considérables. Tous ces exclus de l'emploi, laissés pour compte d'un système de tri sélectif, ont vu leurs qualités professionnelles s'émousser au fil du temps : contrairement à la pile Wonder, le capital humain s'use si l'on ne s'en sert pas. Dur de travailler sur ordinateur quand on en est resté à la machine à écrire mécanique Japy. Dur de s'astreindre à l'efficacité quand il a fallu mobiliser toute son ingéniosité pour remplir la journée vide d'emploi de mille petits riens. Dur de respecter les horaires, quand on a depuis trop longtemps tout son temps. Dur de se fatiguer, de rendre des comptes... Isolement, découragement, difficultés familiales, parfois alcool et drogue, sont le lot de trop de personnes, que la société a laissées s'enfoncer, faute de revenus, faute de perspectives. Pour tous ces gens - et ils sont, hélas nombreux - le retour à l'emploi est difficile, du moins dans l'immédiat.

### insertion sociale, ou professionnelle : un faux problème

Il n'y a heureusement pas que l'emploi dans la vie, et même dans l'insertion. Le sport, le théâtre, le jeu - organiser un tournoi de pétanque par exemple -, le tourisme, l'action de quartier, quantité d'expériences existent qui montrent que la découverte de l'autre, le plaisir d'œuvrer ensemble, de se découvrir un but commun, de se rendre utile ici ou ailleurs sont autant de formes d'insertion qui redonnent aux hommes une part de la dignité que le sort leur a fait perdre, ou qui leur permettent de la conserver. Ici, c'est la préparation d'un défilé de mode qui permet à des amitiés de se nouer, à des talents de se révéler, à des désœuvrés de se donner un but, à des personnes fragiles de reprendre confiance en elles. Ailleurs, c'est la rencontre d'une pauvre encore plus grande, d'une détresse encore plus forte : «j'ai besoin de toi» disent ceux qui souffrent à d'autres qui se croyaient démunis de tout. Ailleurs encore, c'est l'organisation d'un repas de voisins ou d'une excursion. Ces formes d'insertion sont importantes : elles révèlent des «capacités» à des gens qui s'en croyaient démunis, et pas seulement des capacités à travailler, mais aussi à agir ensemble, à s'organiser. En un mot à vivre comme des personnes.

(1) Sur le chômage et ses effets, ainsi que sur les politiques françaises de l'emploi, cf. **D. Clerc**, *Condamnés au chômage ?*, Syros-Alternatives Economiques, Paris, 1999, NDLR.

Paradoxalement, la reprise de l'emploi ouvre des portes que l'on croyait fermées. Certes, on l'a vu, cette reprise demeure sélective. Mais en même temps, elle libère des ressources, financières cette fois, que le chômage de masse captait largement jusqu'alors : un million de chômeurs de moins, c'est aussi quelques dizaines de milliards de francs qui ne sont plus pompés par l'indemnisation ou l'aide sociale. Surtout, les difficultés de recrutement ont fait prendre conscience aux employeurs qu'ils ne s'en sortiraient pas à aussi bon compte et que, s'ils voulaient disposer d'un réservoir de main-d'œuvre, il faudrait bien qu'eux ou la collectivité commencent à investir sérieusement dans l'insertion. Parce que, quand des hommes jusqu'alors abîmés se redressent, ce sont des travailleurs potentiels qui se révèlent. Tout cela, n'en doutons pas, est terriblement intéressé : dans l'économie de marché, on n'a rien sans rien et le «retour sur investissement» est le terme magique qui ouvre bien des portes. Mais après tout, pourquoi pas ? Si, par ce biais, des entreprises se découvrent citoyennes, et prennent conscience qu'elles ont une responsabilité sociale, c'est quand même un pas en avant.

Il ne faut cependant pas s'illusionner. Certes, la société française est riche. Certes, elle a les moyens de financer ces actions d'insertion qui sortent de la problématique classique de l'aide au retour à l'emploi. Mais elle ne le fera que si elle a quelque espoir qu'il en sortira une meilleure «employabilité» pour les personnes concernées. Ce n'est pas seulement parce que la société est indécrottablement «utilitariste» et considère que n'est bon que ce qui, au bout du compte, contribue à créer une richesse marchande supplémentaire. C'est surtout que, à trop ouvrir les vannes d'une aide à projets non productifs, elle craint que ne soit donné le mauvais exemple. Où va-t-on si la collectivité finance des voyages - que d'aucuns qualifieront vite «d'agrément» - ou des cours de danse, ou des pièces théâtrales ... au bénéfice de gens en âge de travailler et qui ne travaillent pas ? Passe encore lorsqu'il s'agit des jeunes ou du troisième âge : on peut alors se vanter de faire de l'action sociale, et les financeurs en sont symboliquement (et souvent politiquement) récompensés. Passe encore de verser (chichement) à ceux qui n'ont rien d'autre de quoi ne pas mourir de faim et se loger : on n'est pas des chiens, quand même (2). Mais payer à des personnes qui ne travaillent plus depuis parfois longtemps ce qui semble être parfois un luxe, toujours un superflu, n'est-ce pas encourager la fainéantise, récompenser les bras cassés, bref décourager tous ceux qui travaillent normalement et qui risquent de penser «et moi, et moi» ? N'est-ce pas, en un mot, ouvrir les vannes de l'envie dans une société où la malédiction d'Adam est encore très présente : «tu travailleras à la sueur de ton front» ?

Bref, c'est moins par manque de moyens que mue par quelque chose qui ressemble fort à de l'ordre moral que, inévitablement, la société se montre chiche vis-à-vis de ces expériences d'insertion qui visent à redonner toute leur dimension humaine à des gens que le sort a marginalisés. Imparable ? Bien sûr que non. Car ces expériences, en même temps qu'elles contribuent à redonner confiance à ceux qui en bénéficient, leur redonnent une «employabilité», ou au moins un début d'employabilité, c'est-à-dire une plus grande capacité à s'inscrire dans un cheminement professionnel. Même si tel n'est pas le but cherché en premier lieu, ce «bénéfice secondaire» rend la démarche présentable, voire intéressante aux yeux des financeurs du social.

---

(2) Lire sur ce thème le dossier «RMI : la fraternité sous conditions», *Economie & Humanisme*, n°351, décembre 1999.

---

Mais il faut aller plus loin. Certes, la société française, tellement axée sur la production des richesses matérielles et si peu intéressée par la production de richesses humaines qu'elle en est presque autiste, valorise à l'excès le travail et suspecte tous ceux qui ne s'impliquent pas dans l'activité productive marchande de vivre indûment de la sueur des autres. En même temps, force est de reconnaître que l'on n'a rien trouvé de mieux que le fait de «gagner sa vie» soi-même pour être autonome et être reconnu dans la société en général, c'est-à-dire au-delà des bornes du groupe social dans lequel on vit habituellement. Permettre à des gens de revenir sur le marché du travail est donc, sans aucun doute, la forme la plus achevée - et la plus durable - d'appui à l'insertion. Entre la demande implicite de la société (surtout dans une période où se profile le risque de manquer de bras adaptés aux offres d'emploi proposées) et l'intérêt à long terme des personnes elles-mêmes, il y a donc concordance. Concordance, mais pas identité : alors que la société fait du retour à l'emploi le but premier, les tenants des démarches d'appui à l'insertion y voient un moyen, peut-être plus efficace que d'autres, mais nullement exclusif.

Le but final demeure bien d'aider des hommes à se remettre debout en découvrant qu'eux aussi possèdent des talents qu'ils peuvent mobiliser au service d'autres hommes.

**Denis Clerc**